



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

SEMINAIRE DES DIRIGEANTS EMERGENTS DU SECTEUR DE LA SECURITE PROGRAMME ACADEMIQUE BIOGRAPHIES

Leadership

Mme Amanda Dory est la directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, situé à la National Defense University à Washington, DC. Avant cette nomination, elle occupait le poste de secrétaire adjoint principal à la défense pour les affaires de sécurité indo-pacifiques. Mme Dory est un membre de carrière du Senior Executive Service.

Mme Dory a occupé de nombreux postes de direction au sein du bureau du secrétaire à la défense pour la politique, notamment en tant que sous-secrétaire à la défense par intérim pour la politique, secrétaire adjoint à la défense pour les affaires africaines, secrétaire adjoint à la défense pour la stratégie et secrétaire adjoint à la défense par intérim pour les plans et la posture. Elle a également fait partie de la faculté du National War College et a été doyenne associée pour la sensibilisation.

Elle est diplômée de la School of Foreign Service de l'université de Georgetown et a obtenu un master avec des spécialisations en économie internationale et en études africaines à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Elle est membre du Council on Foreign Relations.

Le colonel (retraité) Daniel Hampton apporte plus de 20 ans d'expérience à élaborer et à mettre en œuvre en Afrique la stratégie et la politique en matière de défense des Etats-Unis. A titre de professeur de pratique en études de sécurité, il supervise le programme d'enseignement et la gestion des programmes dans les domaines du renforcement des institutions de défense, la stratégie de sécurité nationale et la coopération civilo-militaire.

Au cours de ses trente années d'officier de carrière dans l'armée, le Colonel Hampton a occupé le poste d'officier supérieur de la défense des Etats-Unis et d'attaché de défense au Malawi, Lesotho, Swaziland et Zimbabwe. Il a été, par ailleurs, le conseiller influent en matière de politique générale au Président des Chefs d'état-major interarmées dans la région de la Corne d'Afrique.

Le Colonel Hampton est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'université de l'Illinois, d'une maîtrise en études stratégiques de l'Ecole supérieure de guerre des Etats-Unis de Carlisle en Pennsylvanie et d'une licence en histoire obtenue à l'université de Wake Forest à Winston-Salem en Caroline du Nord.

En tant que doyen, le **Dr. Assis Malaquias** supervise le développement des programmes d'études et des programmes académiques du CESA. Cela comprend des lignes d'effort dans l'avancement

du professionnalisme militaire, la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, la sensibilisation au cyberdomaine, la cybersécurité et l'information/désinformation, la sûreté et la sécurité maritimes, le développement de stratégies de sécurité nationale, les opérations de soutien de la paix et la réponse aux crises, ainsi que l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Malaquias était professeur et président du département des études mondiales et des affaires maritimes à la California State University Maritime Academy. Les postes précédents de Dr. Malaquias comprennent : Professeur et président de l'économie de la défense et de la gestion des ressources au CESA ; doyen associé des études internationales et interculturelles et professeur de gouvernement à l'Université St. Lawrence ; professeur associé extraordinaire d'études politiques à l'Université de Western Cape en Afrique du Sud ; et professeur invité à l'Université Stellenbosch en Afrique du Sud.

Dr. Malaquias est titulaire d'une maîtrise en économie et d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Dalhousie, au Canada.

Keynote

S.E. Ernest Bai Koroma a été élu démocratiquement pour deux mandats consécutifs de 2007 à 2018. Pendant son mandat, il a mis en œuvre des réformes démocratiques de grande envergure, qui ont abouti à une transformation remarquable de la Sierra Leone.

L'héritage qu'il a laissé au peuple sierra-léonais comprend, entre autres, la consolidation de la paix, la reconstruction massive des routes, des canalisations d'eau et des infrastructures énergétiques, qui avaient toutes été gravement détruites pendant les 11 années de guerre civile. Grâce à ses efforts de construction et de consolidation de la paix, les Nations Unies ont décrit la Sierra Leone comme un réservoir d'enseignements sur la reconstruction post-conflit. Le président Koroma a ensuite été décoré du béret de la paix des Nations Unies par le secrétaire général de l'époque, Ban Ki-Moon. Il n'est pas surprenant qu'en 2018, lorsqu'il a quitté ses fonctions, la Sierra Leone ait été classée comme le troisième pays le plus pacifique d'Afrique.

Tout au long de son mandat, le président Koroma a fait preuve d'un leadership fort et unificateur dans la reconstruction de son pays, la lutte contre la corruption, le renforcement de la bonne gouvernance démocratique et l'amélioration de la stabilité économique, ce qui a attiré l'attention et les éloges de la communauté internationale. Ses efforts ont permis à la Sierra Leone de devenir l'économie à la croissance la plus rapide d'Afrique en 2014, avant l'apparition de l'épidémie mortelle d'Ebola. En outre, sous sa direction entre 2010 et 2017, la Sierra Leone a été reconnue par plusieurs indicateurs internationaux, dont l'indice de bonne gouvernance Mo Ibrahim, comme l'un des pays les plus réformés d'Afrique. En juillet 2015, lors de son discours devant l'Union africaine, le président Barack Obama a déclaré que la Sierra Leone était l'un des pays d'Afrique où la démocratie s'était enracinée.

Sur la scène internationale, il a présidé le Comité des Dix de l'Union africaine pour la réforme des Nations unies, qui plaide pour que l'Afrique dispose de deux sièges permanents au Conseil de sécurité des Nations unies et pour une plus grande représentation africaine aux Nations unies. Au cours de son mandat, le président Koroma a présidé le Conseil de paix de l'UA pendant trois

années consécutives et a dirigé les efforts de médiation de la paix en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et en Gambie. En avril 2018, le président Koroma a achevé son deuxième et dernier mandat dans le respect des limites constitutionnelles et a organisé des élections démocratiques pacifiques à plusieurs niveaux. Il a fait honneur à ses références démocratiques lorsque, malgré la contestation des résultats, il a gracieusement cédé le pouvoir à l'opposition, après que la commission électorale l'a déclarée vainqueur des élections.

Depuis qu'il a quitté ses fonctions en 2018, l'ancien président Koroma a consacré sa post-présidence à défendre des questions fondamentales pour la paix, la démocratie, l'environnement, les femmes et l'autonomisation des jeunes. Il a dirigé sept missions d'observation électorale en Namibie, en Zambie, au Togo, au Bénin, en Gambie, au Kenya et au Nigeria sous les auspices de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi qu'une mission au Somaliland à l'invitation de la Fondation Brenthurst, basée en Afrique du Sud. Fréquemment qualifié d'"apôtre de la paix", il a reçu de nombreuses distinctions, dont celle du président de la Zambie, l'"Ordre de l'aigle de Zambie", 1ère division, pour la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, celle du Black Legislative Caucus des États-Unis pour son héritage dans la défense des principes démocratiques et le maintien de la paix durement gagnée en Sierra Leone, et celle de l'African Bar Association pour la promotion de la bonne gouvernance, de la démocratie et de l'État de droit dans l'exercice de ses fonctions.

Facilitateurs

Le capitaine de vaisseau Paulo Afonso est le représentant principal du Portugal au Centre d'études stratégiques pour l'Afrique. Au cours des 35 dernières années, il a travaillé dans la marine portugaise en tant qu'officier de marine et a participé à plusieurs projets de coopération militaire avec des pays africains : Conseiller technique pour le projet maritime portugais à l'Académie navale d'Angola et pour le projet militaire portugais à l'Académie militaire du Mozambique, entre autres.

Avant de rejoindre le CESA, au cours des deux dernières années, il a été directeur technique de la direction générale de l'autorité maritime portugaise, où il a géré différents contenus liés à la sécurité et à la sûreté maritimes.

Le capitaine Paulo Afonso est titulaire d'une maîtrise en comportement organisationnel de l'Institut de psychologie appliquée de Lisbonne. Il a suivi le cours du Naval War College. Il est l'auteur de trois ouvrages sur le leadership : *Leadership Process : the key elements* (2e édition, 2010) ; *Leadership Dilemmas* (2011) ; *Why do leaders fail ?* (2018).

En tant que professeur associé au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, le **Dr. Nate Allen** supervise la programmation académique sur les questions cybernétiques et les opérations de paix. L'expertise du Dr Allen comprend les questions cybernétiques, les technologies émergentes, les relations civilo-militaires et les partenariats de sécurité régionale en Afrique.

Auparavant, le Dr Allen était conseiller politique au sein de la Task Force on Extremism in Fragile States de l'Institut américain pour la paix (USIP). Il a également travaillé au Département d'État américain, à la Chambre des représentants et en tant qu'analyste de recherche au NORC de l'Université de Chicago. Les travaux du Dr Allen ont été publiés dans un large éventail de

publications politiques de premier plan et de publications évaluées par des pairs, notamment *Armed Forces and Society*, *The Washington Quarterly*, *Democratization*, *Orbis*, *War on the Rocks*, *The Washington Post* et *Foreign Affairs*. Il a bénéficié de bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'USIP, où il était boursier de la paix en 2016-2017. Il est actuellement chercheur à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud et membre du Council on Foreign Relations.

Le Dr Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et en études africaines de l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins, d'une maîtrise de l'École des affaires publiques et internationales de l'Université de Princeton et d'une licence du Swarthmore College.

Dr. Joel Amegboh est professeur adjoint en études de sécurité africaine. Il est chargé de superviser la programmation académique du CESA sur le développement de stratégies de sécurité nationale et sur la jeunesse, la paix et la sécurité, et d'intégrer ces considérations dans la recherche et la diffusion du Centre.

Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, le Dr. Amegboh a travaillé pour plusieurs agences et départements des Nations unies, notamment la Division de la sensibilisation à l'éducation du Département de l'information (DPI) et l'équipe opérationnelle intégrée du Mali, située dans le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Au CESA, ses recherches portent sur les paradigmes de la consolidation de la paix en Afrique, le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits, la sécurité humaine, le lien entre sécurité, développement et gouvernance.

Dr. Amegboh est titulaire d'un doctorat en analyse et résolution des conflits de la Jimmy and Rosalynn Carter School for Peace and Conflict Resolution de l'université George Mason, d'une maîtrise en études sur le développement mondial et la paix et d'une licence en économie politique internationale et en diplomatie de l'université de Bridgeport, dans le Connecticut.

Dr. Anneli Botha est une consultante indépendante sur la radicalisation, la déradicalisation, la réintégration et le terrorisme en Afrique. Elle a travaillé sur plusieurs projets avec différentes agences des Nations unies, dont l'ONUSD, et précédemment dans le cadre du projet "Journey to Extremism in Africa" (Voyage vers l'extrémisme en Afrique) du PNUD. Outre la recherche et le conseil politique, elle a été à l'avant-garde de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités des acteurs de la justice pénale en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, en particulier en Afrique de l'Est. Entre 2017 et 2022, elle a été associée au département d'études politiques et de gouvernance de l'université du Free State en Afrique du Sud. De 2003 à 2016, elle a travaillé comme chercheur principale sur le terrorisme à l'Institut d'études de sécurité (ISS) à Pretoria, en Afrique du Sud. Anneli a beaucoup voyagé en Afrique où elle a mené des recherches sur le terrorisme et dispensé des formations spécialisées sur divers aspects de la menace terroriste, de l'extrémisme, de la radicalisation et de la lutte contre le terrorisme aux responsables de l'application de la loi et de la justice pénale sur le continent.

Avant d'occuper son poste à l'ISS, elle a travaillé pendant dix ans (1993-2003) pour la police sud-africaine (SAPS). Elle a été l'un des membres fondateurs du bureau de l'extrémisme religieux et du terrorisme au siège du service de renseignement sur la criminalité et a fait partie de l'unité de réaction rapide et du groupe de travail spécial sur la terreur urbaine dans la province du Cap-Occidental. À la fin de sa carrière dans la police, elle a apporté un soutien stratégique au chef de l'unité de renseignement criminel d'Afrique du Sud.

Anneli est titulaire d'un diplôme de Magister Artium de la Rand Afrikaans University en études politiques (1998) et d'un Philosophiae Doctor du département d'études politiques et de gouvernance de l'université de l'État libre (14). Sa thèse de maîtrise s'intitulait *People against Gangsterism and Drugs (PAGAD) : A Study of Structures, Activities and Initial Government Reactions*. Sa thèse de doctorat était intitulée : *Radicalisation to Commit Terrorism from a Political Socialisation Perspective in Kenya and Uganda*, qui a remporté le prix de l'Initiative de recherche sur le terrorisme (TRI) pour la "Meilleure thèse de doctorat sur le terrorisme et la lutte contre le terrorisme" en 2015. Elle est également diplômée de l'Université de Pretoria en sciences politiques (91) et en politique internationale (92).

En tant que professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le **Dr. Anouar Boukhars** collabore étroitement avec les dirigeants du secteur de la sécurité, qu'ils soient représentants de l'État ou d'organisations non-gouvernementales afin d'élaborer des activités et programmes relatifs à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ses travaux de recherche sont axés sur les dynamiques de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique. Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, il était chargé de recherche non titulaire dans au sein du programme sur le Moyen-Orient au Carnegie Endowment for International Peace et professeur associé de relations internationales au McDaniel College à Westminster dans le Maryland. Au cours des dix dernières années, le Dr. Boukhars a été membre de plusieurs comités consultatifs et de comités sur le Sahel et l'Afrique du Nord, dont l'African Peacebuilding Network du Social Science Research Council. D'août 2015 à juillet 2017, le Dr. Boukhars a siégé à l'Institute for Peace and Security Studies d'Addis-Abeba en Éthiopie en qualité d'animateur principal de son programme phare : la maîtrise de gestion de la paix et de la sécurité en Afrique.

Ses ouvrages ont été publiés dans des revues telles que : *Journal of Conflict Studies*, *International Political Science Review*, *Middle Eastern Studies*, *the Africa Center for Strategic Studies' Africa Security Brief*, *European Security*, *Journal of the Middle East and Africa*, *Counter Terrorism Center Sentinel*, *World Politics Review*, *Al Jazeera Center for Studies*, *Orient et Terrorism Monitor*. Le Dr. Boukhars effectue souvent des travaux sur le terrain pour l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations Unies, le département d'État américain ainsi que pour des gouvernements européens.

Dr. Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de la Old Dominion University de Norfolk en Virginie, d'un master en sciences sociales appliquées de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane au Maroc et d'une licence en littérature anglaise de l'Université Ibn Tofail de Kenitra au Maroc.

Dr. Catherine Lena Kelly est doyenne associée des affaires académiques et professeur de justice et d'État de droit au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses travaux portent sur les partis

politiques et la démocratisation, l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la criminalité transnationale organisée. Elle est responsable du portefeuille de l'État de droit et de la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que du portefeuille de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Auparavant, Dr. Kelly était conseillère au sein de la division de la recherche, de l'évaluation et de l'apprentissage de l'American Bar Association Rule of Law Initiative, où son travail sur la formation judiciaire et l'autonomisation juridique à la base l'a conduite au Burundi, en RCA, en RDC, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda, où elle a travaillé avec divers fonctionnaires judiciaires nationaux et locaux, des parajuristes et la société civile. Parlant couramment le français, Dr. Kelly a également conçu et donné des cours sur l'Afrique contemporaine en tant que boursière postdoctorale à Washington University à St. Louis, et sur l'Afrique de l'Ouest et les études régionales au Foreign Service Institute du Département d'État américain. Dr. Kelly a obtenu des bourses de Fulbright, du Conseil américain des sociétés savantes, de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, de l'Université de Harvard et du programme de langues étrangères et d'études régionales du gouvernement américain pour la langue wolof. Son livre, *Party Proliferation and Political Contestation in Africa: Senegal in Comparative Perspective* (Palgrave Macmillan, 2020), est basé sur 18 mois de recherches au Sénégal. Ses travaux ont été publiés dans *African Security*, *Journal of Democracy*, *Comparative Politics*, *The Washington Post*, *Democracy in Africa*, de nombreux volumes édités et des livres blancs de l'American Bar Association.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de la Washington University à St Louis. Elle est membre à terme du Council on Foreign Relations.

Dr. Martha Mutisi est une universitaire et une praticienne qui possède plus de 15 ans d'expérience à l'intersection entre la paix, la sécurité, la résolution des conflits, la gouvernance et le développement. Actuellement la Chargée de programme au sein du programme Démocratie et gouvernance inclusive (DIG) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), elle a pour rôle de soutenir et d'entreprendre des recherches et des analyses politiques fondées sur des données probantes qui aident les citoyens et les autorités publiques à s'attaquer aux sources des conflits violents, de l'insécurité, de la fragilité et de la mauvaise gouvernance, tout en reconnaissant l'impératif d'une approche des solutions qui transforme le genre.

Auparavant, Mutisi a brièvement travaillé pour ONU Femmes (Zimbabwe) en tant que spécialiste principale du programme sur le genre, la paix et la sécurité. Avant cela, Mutisi était chercheuse principale et directrice du département des interventions à ACCORD, où elle a coordonné les plans stratégiques et opérationnels du département, en plus de fournir des contributions techniques. Mutisi a supervisé les activités des unités de consolidation de la paix, de rétablissement de la paix, de maintien de la paix et de formation, ainsi que des programmes nationaux d'ACCORD. Mme Mutisi a également travaillé en tant que consultante et conseillère, ainsi qu'avec de nombreuses organisations multilatérales, notamment l'Union européenne (UE), les Nations unies, l'Union africaine (UA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Marché

commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ainsi que la Force en attente de l'Afrique de l'Est (FAE). Les domaines de recherche de Martha comprennent les processus de médiation, la réforme du secteur de la sécurité, la démocratisation et la réforme de la gouvernance dans la justice transitionnelle et la reconstruction et le développement post-conflit.

Dr. Mutisi a reçu une bourse Fulbright (2006-2010) et une bourse Josh Weston (2008-2010). Elle est titulaire d'un doctorat en analyse et résolution des conflits de l'université George Mason (États-Unis), d'un master en paix et gouvernance de l'université d'Afrique et d'un master en sociologie et anthropologie de l'université du Zimbabwe. Elle a co-rédigé un livre intitulé "Deconstructing Women, Peace, and Security: A Critical Review of Approaches to Gender and Women's Empowerment" (HRSC Press, 2016).

Dr. Émile Ouedraogo est professeur adjoint de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, spécialisé dans les questions portant sur l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale et la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a collaboré avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique à plus de 25 activités en tant que conférencier, facilitateur et auteur. Il travaille aussi avec l'AFRICOM, Partners Global, la Fondation Conrad Adenauer, Friedrich Ebert Stiftung et le parlement de la CEDEAO. Il est membre du réseau africain de réforme du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la sécurité du citoyen du Burkina Faso.

Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, M. Ouedraogo a achevé en 2017-18 une mission de six mois pour l'Union africaine en tant qu'expert en gouvernance et réforme du secteur de la sécurité pour Madagascar. En tant que ministre de la sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a mis au point et lancé une stratégie de sécurité intérieure et a rendu opérationnel le concept de police de proximité et de participation de la communauté à la gestion des problèmes de sécurité. Après 30 années de service dans l'armée du Burkina Faso, il a pris sa retraite d'officier d'active en 2012 avec le grade de colonel, ayant occupé entre autres les postes d'aide de camp du premier ministre, d'officier commandant du régiment de soutien et responsable de la division du renseignement militaires auprès de l'état-major général.

Ouedraogo a été parlementaire dans l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au parlement de la CEDEAO, où il siégeait dans les comités des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. C'est dans cette capacité qu'il a mené des missions d'information et de renseignement dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO.

Il a obtenu un doctorat avec mention du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, en France, sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité dans la région de la CEDEAO.

Panélistes

M. Edmund Akoto Bamfo est analyste de la sécurité, politologue et gestionnaire de projet. Fondateur et directeur exécutif du Center for Security Policy and Research (CSPR), il est à l'origine de diverses initiatives en faveur de la paix, de la sécurité et de la recherche en Afrique.

Edmund apporte une riche expérience en tant que leader et activiste de la jeunesse, avec un parcours impressionnant qui s'étend sur plus d'une décennie. Il a notamment occupé le poste de responsable des affaires politiques et sociales au sein de l'Union des étudiants de toute l'Afrique (AASU), où il a joué un rôle essentiel dans le traitement des principales questions politiques et sociales qui touchent les étudiants du continent. Son dévouement et son expertise lui ont valu d'être nommé directeur technique, ce qui a renforcé son impact au sein de l'organisation. En outre, il a été le premier directeur des affaires internationales de l'Association nationale des étudiants nigériens de troisième cycle, où il a mené des initiatives visant à promouvoir les échanges interculturels et à renforcer les capacités des étudiants nigériens de troisième cycle sur la scène internationale.

Avant de travailler à l'AASU, Edmund a occupé le poste de directeur des projets et de la communication à la Fondation Adom du Ghana, une ONG communautaire axée sur des initiatives centrées sur l'enfant. Il a également acquis une expérience précieuse en tant qu'assistant de recherche pour le Centre for Business Development, Office of the Vice-Chancellor, KNUST.

Edmund poursuit actuellement un doctorat en sciences politiques à l'université d'Afrique du Sud et est titulaire d'une maîtrise en conflits, paix et sécurité du Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix. Il a obtenu une licence en anglais et en études politiques à l'université Kwame Nkrumah des sciences et technologies.

Ses capacités de leadership sont attestées par ses rôles de vice-président du conseil parlementaire et de président du conseil des étudiants du College of Art and Social Science à la KNUST. En tant que juge en chef de l'Union ghanéenne des étudiants professionnels, Edmund a joué un rôle essentiel dans la défense de la justice et le fonctionnement équitable et efficace de l'organisation. En reconnaissance de son dévouement au bénévolat et à la défense des droits, il a reçu le Kwame Nkrumah Exemplary Leadership Appreciation Honour for Volunteering and Advocacy du Parlement de l'Union des étudiants d'Afrique de l'Ouest. Edmund est également le chef du bureau Afrique du Journal on World Affairs de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA).

L'engagement d'Edmund à comprendre les systèmes sociaux et à les améliorer est le moteur de son travail. Grâce à sa vaste expérience en matière d'analyse de la sécurité, de sciences politiques et de gestion de projets, il s'efforce d'avoir un impact positif sur toutes les organisations avec lesquelles il travaille.

Dr. Dorina Bekoe est membre du personnel de recherche du programme Afrique de l'Institute for Defense Analyses. Auparavant, elle était professeur associé en prévention, atténuation et résolution des conflits à l'Africa Center for Strategic Studies. Les domaines d'expertise de Mme Bekoe comprennent le développement politique de l'Afrique, la résolution des conflits et la consolidation de la paix, les accords de paix, la violence électorale et la réforme institutionnelle. Elle est l'éditrice de *Voting in Fear : Electoral Violence in Sub-Saharan Africa* (2012). Mme Bekoe a également travaillé à l'Institut pour la paix des États-Unis et à l'Institut international pour la paix. Elle est titulaire d'une licence en économie du Franklin and Marshall College, d'une maîtrise en politique publique de l'université Carnegie Mellon et d'un doctorat en politique publique de l'université de Harvard.

Mme Chidi Blyden est secrétaire adjointe à la défense pour les affaires africaines.

Mme Blyden est une experte et une conseillère socioculturelle en matière de conflits, de sécurité et de développement en Afrique. Elle a acquis une expérience en matière de politique, de sécurité nationale et de pratique au cours de sa carrière au sein du gouvernement, dans le monde universitaire et dans les secteurs à but non lucratif. Son travail se concentre sur l'impact de la culture dans l'élaboration de politiques et d'approches centrées sur la communauté pour relever les défis de la sécurité dans les nations africaines, en soulignant le rôle des femmes et des jeunes dans la paix et la sécurité. Mme Blyden a servi dans l'administration Obama en tant qu'assistante spéciale du secrétaire adjoint à la défense pour les affaires africaines de 2013 à 2017. Elle a assumé plusieurs responsabilités fonctionnelles et régionales, notamment la politique de défense américano-africaine pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale, a été conseillère en matière de maintien de la paix en Afrique pour le bureau de la stabilité et des affaires humanitaires, et a été le chef de file du département pour l'initiative du partenariat présidentiel de réponse rapide pour le maintien de la paix en Afrique (APRRP). Elle a reçu plusieurs récompenses pour son travail au service de l'État, notamment la médaille du Bureau du secrétaire à la défense pour service public exceptionnel.

Mme Blyden a commencé sa carrière dans le domaine des études de sécurité au Centre d'études stratégiques pour l'Afrique (CESA) en tant qu'associée principale de recherche universitaire et coordinatrice des opérations universitaires. De 2007 à 2013, elle a contribué au cursus académique et a dirigé l'exécution de plus de 30 programmes sur la lutte contre le terrorisme, l'économie de la défense, la gestion des conflits, les études de sécurité et les relations civilo-militaires pour les professionnels du secteur de la sécurité en Afrique. Elle a été la première directrice pour l'Afrique du Center for Civilians in Conflict (CIVIC), où elle a dirigé la conception et la mise en œuvre d'une formation spécifique à la culture des forces armées nigérianes sur les dommages causés aux civils.

Mme Blyden a récemment travaillé au Congrès au sein de l'équipe politique du House Armed Services Committee (HASC), en tant que conseillère sur les questions de défense de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Elle est professeur adjoint à l'université de Georgetown, dans le cadre du programme d'études sur la sécurité. Elle est diplômée de l'université Texas A&M (BSc, sociologie) et de la Carter School for Peace and Conflict Resolution de l'université George Mason (MSc, Conflict, Analysis, and Resolution). Elle siège au conseil de direction de Memunatu Magazine, une entreprise sociale à but non lucratif qui promeut l'alphabétisation, le leadership et l'autonomisation des adolescentes en Afrique et dans la diaspora.

Mme Cynthia Chigwenya est une chercheuse politique et une « universitaire/praticienne » qui a mené des études sur la reconstruction du Rwanda après le génocide, la médiation des conflits au Sud-Soudan et la justice transitionnelle dans les sociétés sortant d'un conflit. Elle possède également une expérience en matière d'élaboration de politiques et de développement international. Sa formation universitaire porte sur la criminologie, la justice pénale et les études internationales. Elle est titulaire d'une maîtrise en études du développement et d'un doctorat en politique sociale et développement. Mme Chigwenya s'est exprimée lors de divers symposiums, notamment lors du sommet UE-UA de 2022, du forum égyptien d'Assouan pour une paix durable et de la table ronde des BRICS sur le financement des technologies propres. Son plaidoyer est fondé sur la recherche, puisqu'elle a travaillé dans des groupes de réflexion et publié sur des sujets d'actualité tels que les relations sino-africaines et le financement du climat dans les

économies de marché émergentes. Elle a travaillé avec plusieurs organisations pour promouvoir les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 en Afrique ; elle est actuellement ambassadrice de la jeunesse africaine pour la paix en Afrique australe pour l'Union africaine et travaille comme coordinatrice de programme pour le dialogue politique en Afrique subsaharienne à la Konrad-Adenauer-Stiftung. Elle a précédemment occupé des postes de recherche au Parlement sud-africain et à la Commission nationale du génocide au Rwanda.

Mme Janean Davis est administratrice adjointe au Bureau pour l'Afrique. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine du développement aux États-Unis et à l'étranger, notamment au sein du ministère de la santé du New Jersey et de plusieurs organisations communautaires et internationales. Elle a enseigné les mathématiques en Tanzanie en tant que volontaire du Corps des volontaires de la paix des États-Unis.

Après avoir rejoint l'USAID en 2004, Mme Davis a servi aux États-Unis en tant que fonctionnaire, puis elle est passée au service extérieur et a servi au Rwanda, en Tanzanie, au Pakistan et au Ghana. Elle a également effectué des rotations au sein du Bureau du coordinateur mondial de la lutte contre le sida (OGAC) et du Bureau du membre du Congrès Donald Payne. Dernièrement, elle a occupé le poste de directrice intérimaire de la mission USAID/Ghana, assurant la direction stratégique et la gestion de la stratégie nationale de l'USAID, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 701 millions de dollars, afin de promouvoir la responsabilité, les systèmes durables et le développement inclusif.

Mme Davis est originaire du New Jersey et mère de trois filles. Elle a obtenu une licence en mathématiques et en génie industriel au Spelman College et au Georgia Institute of Technology, ainsi que des diplômes de deuxième cycle en santé internationale et en développement international à l'école de santé publique de l'université Johns Hopkins et à l'école des hautes études internationales (SAIS). Janean parle couramment le swahili et converse en français.

Le Général Birame Diop est conseiller militaire au Département des opérations de paix des Nations unies. Il a été nommé à ce poste par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, le 25 mai 2021. Le général Diop a plus de 30 ans d'expérience militaire, ayant précédemment occupé le poste de chef d'état-major de la défense des forces armées sénégalaises. Avant cette nomination, il a occupé le poste de conseiller à la sécurité nationale auprès du président du Sénégal. Le général Diop a également été chef d'état-major et chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air sénégalaise. En tant que pilote de l'armée de l'air sénégalaise, il a accumulé un total de 7 000 heures de vol.

Le Général Diop a étudié à l'Académie Royale de l'Air du Maroc, à l'Université de Californie Californie, l'Air University d'Alabama et le Collège Inter Armées de Paris. Le général Diop est un universitaire et un praticien qui a travaillé pendant de nombreuses années avec le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), en tant qu'animateur et conférencier dans un large éventail de séminaires. Il a été boursier du National Endowment for Democracy et du Woodrow Wilson Center, où il a mené des recherches sur la réforme du secteur de la sécurité en Afrique subsaharienne. Le général Diop a publié plusieurs articles sur les capacités de transport aérien stratégique, la réforme du secteur de la sécurité, les relations entre le secteur civil et le secteur de la sécurité en Afrique sub-saharienne et la sécurité nationale et le droit à l'information (NSRI). Il

est doctorant en Diplomatie et Relations Internationales au Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques de Dakar, Sénégal.

Le général Diop a inventé une approche locale de la gestion de la sécurité des frontières, fondée sur la population locale. Il a également collaboré avec le US Africa Command et le CESA pour créer un réseau de conseillers africains en matière de sécurité nationale des 15 États membres de la CEDEAO. En outre, il a facilité l'élaboration de stratégies de sécurité nationale en Afrique grâce au soutien de l'US AFRICOM et du CESA. Il a également beaucoup travaillé sur la dimension du genre dans la réforme de la sécurité en Afrique. Enfin, le général Diop a beaucoup travaillé à la professionnalisation des armées africaines.

Le général est marié et a quatre enfants adultes, deux petites-filles et deux petits-fils.

M. Martin Ewi est coordinateur technique du projet ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime, en français Renforcer la capacité de l'Afrique à répondre plus efficacement à la criminalité transnationale organisée) à l'Institut d'études de sécurité (ISS) de Pretoria, en Afrique du Sud. À ce titre, il mène des recherches et des analyses, coordonne et gère les cinq observatoires régionaux de la criminalité organisée en Afrique, surveille les tendances, émet des recommandations et fournit une formation et une assistance technique. Précédemment, il a été chercheur principal à l'ISS dans les domaines du terrorisme, de la lutte contre le terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique.

Avant de rejoindre l'ISS en 2010, Martin a également été chargé des affaires politiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye et responsable de l'unité de sécurité stratégique de l'Union africaine et de l'analyse antiterroriste.

Dr. Christopher Fomunyoh est actuellement associé principal et directeur régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale au NDI. Il a organisé et a conseillé les missions internationales d'observation des élections au Bénin, au Cameroun, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, à Madagascar, au Mali, au Nigéria et à la Sierra Leone. Il a également conçu et supervisé des programmes de soutien spécifiques au pays de la démocratie avec les organisations civiques, les partis politiques et les organes législatifs au Bénin, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Ghana, en Guinée-Bissau, en Guinée-Conakry, au Libéria, au Mali, à Madagascar, au Niger, au Nigéria, en Gambie, au Sénégal et au Togo. Dans le cadre de son travail, le Dr Fomunyoh interagit régulièrement avec les chefs d'État et de gouvernement, les ministres, les élus et les dirigeants politiques et civiques. Il a récemment conçu et a aidé au lancement de l'initiative les hommes d'État de l'Afrique (ASI), un programme visant à faciliter les transitions politiques en Afrique en encourageant les anciens chefs d'État démocratique à rester engagés dans les questions humanitaires, la médiation des conflits, la santé publique et d'autres secteurs clés de la vie politique, économique et du développement humain sur le continent.

En tant qu'expert de la démocratisation en Afrique, le Dr Fomunyoh fait souvent des apparitions sur les grands réseaux de radio et de télévision dont CNN, BBC, NewsHour, National Public Radio, la Voix de l'Amérique et Radio France Internationale, et fournit des interviews pour les grands journaux nationaux et internationaux, y compris le Los Angeles Times, le New York Times, le Washington Post, le Washington Times, Le Monde et International Herald Tribune. Il a

publié un certain nombre d'articles dans des revues spécialisées sur la politique africaine et la démocratisation.

Dr Fomunyoh a beaucoup voyagé en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord et est parfaitement bilingue en anglais et en français. Il est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Yaoundé, au Cameroun, d'une maîtrise (LL.M.) en droit international de l'école de droit de Harvard et d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Boston. Le Dr Fomunyoh est un membre de la faculté associé au centre d'études stratégiques sur l'Afrique et un ancien professeur adjoint de la politique africaine et de gouvernement à l'université de Georgetown. Il est également le fondateur d'une organisation sans but lucratif www.tffcam.org intéressée à soutenir la démocratie et les causes humanitaires au Cameroun.

Dr. Gueye Abdou Lat est le directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO, un poste qu'il occupe depuis 2014. Avant ce rôle, il a été nommé par la CEDEAO en 2004 comme le premier personnel permanent du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (PAPS) pour construire le système d'alerte précoce de la CEDEAO et en 2009, le système a été considéré comme l'un des plus avancés sur le continent et est devenu une référence pour l'UA et d'autres communautés économiques régionales. Avant de rejoindre la CEDEAO, Abdou Lat a exprimé pendant dix-sept ans sa passion pour l'éducation en tant que maître de conférences/consultant en géographie à l'Université d'Ife au Nigeria. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences et technologies de la géo-information de l'Université de Twente, Enschede, Pays-Bas et d'un doctorat en systèmes d'information géographique de l'OAU, Ife, au Nigeria.

À la tête du Système d'alerte précoce de la CEDEAO, il a ardemment fait avancer sa vision d'un mécanisme d'alerte précoce et de réponse robuste, efficace et décentralisé dans la région de la CEDEAO. Sous sa direction, le Système régional d'alerte précoce de la CEDEAO a défini une approche de sécurité humaine sur mesure pour l'alerte précoce et la réponse précoce, guidée par les données, basée sur des paramètres thématiques identifiés et axée sur des liens efficaces entre l'alerte précoce et la réponse précoce pour la prévention des conflits en amont. Abdou Lat s'est fait le champion de nombreuses initiatives clés du Système d'alerte précoce de la CEDEAO, notamment la mise en place de mécanismes nationaux d'alerte précoce et de réponse dans les États membres de la CEDEAO, l'incorporation de SIG et de technologies de pointe dans le Système d'alerte précoce, l'intégration du genre dans l'alerte précoce, le développement en cours d'un indice régional de risque et de vulnérabilité de la CEDEAO et l'établissement d'infrastructures de paix dans toute la région.

Pendant son temps libre, il est un habile joueur de dames et a remporté plusieurs prix au niveau local et international. Abdou Lat est marié à Nekhou et ensemble ils ont quatre adorables garçons et une fille.

Mme Peace Ibekwe a servi pendant 33 ans dans les forces de police nigérianes. Aujourd'hui à la retraite, elle est consultante et s'emploie à soutenir le développement du secteur de la sécurité tout en continuant à servir de mentor à de jeunes officiers.

Son histoire commence lorsqu'elle quitte le Nigeria à l'âge de 11 ans pour suivre des études secondaires et supérieures aux États-Unis. À son retour en 1984, elle a servi pendant un an au sein du National Youth Service Corps de la police nigériane avant de décider de s'engager en tant

que Cadet Assistant Superintendent of Police. Peace était animée par le désir de veiller à ce que la justice soit rendue à tous.

Mme Ibekwe a occupé les fonctions suivantes au sein de la police et du gouvernement : inspecteur général adjoint de la police, directeur de la sécurité interne au bureau du conseiller à la sécurité nationale et commissaire de police. Actuellement, Mme Ibekwe est conseillère et formatrice pour le DCAF et Adam Smith International. Elle a dirigé de nombreux projets sur la police et le maintien de l'ordre pour Partners West Africa Nigeria et Coffey International. Mme Ibekwe est diplômée de l'université de Tufts et de l'Institut d'études de sécurité du Nigeria.

Dr. Nnenna Ifeanyi-Ajufo est professeur agrégé de droit et directrice de la faculté de droit de la Buckinghamshire New University, au Royaume-Uni. Ses intérêts d'enseignement et de recherche concernent l'intersection du droit et de la technologie, notamment la gouvernance des technologies émergentes, la cybercriminalité, les droits numériques et l'état de droit dans le cyberspace. Elle enseigne également le droit et les sujets liés à la technologie à l'université de Swansea, au Royaume-Uni. Elle est titulaire d'une licence en droit (LLB), d'une licence en droit (BL), d'un LLM en droit international des technologies de l'information, d'un MA en études africaines et d'un LLD en droit international. Elle est également titulaire d'un certificat de troisième cycle en pratique académique internationale et est membre de la Higher Education Academy (FHEA).

Elle est actuellement vice-présidente du groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine (AUSCEG) et membre du groupe de travail de l'Association de droit international sur les défis numériques pour le droit international. Elle est également chargée de recherche principale au Centre africain pour la justice pénale internationale, membre de l'équipe du Centre de recherche sur les cybermenaces (CYTREC) de l'Université de Swansea, au Royaume-Uni, et contribue à la rédaction des « Directions » du projet Cyber Direct de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne. En mars 2022, elle a été désignée par la mission des États-Unis auprès de l'Union africaine pour participer au programme de leadership des visiteurs internationaux (IVLP) du département d'État des États-Unis sur la « promotion de la cybersécurité ». Nnenna a été invitée en tant qu'experte ou nommée consultante par d'éminentes organisations telles que la Chatham House, l'Union africaine, le Commonwealth et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Elle a participé à plusieurs initiatives qui créent une plateforme pour l'engagement des connaissances, la recherche et le renforcement des capacités pour la cybergouvernance, la cybersécurité et les droits numériques. Elle a été invitée à s'exprimer lors de plusieurs conférences et événements, notamment des événements organisés par le Conseil de l'Europe, le Forum sur la gouvernance de l'Internet, le Commonwealth, l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement et de nombreuses autres organisations et universités.

En 2020, elle a été nommée parmi les 50 personnes à la pointe de l'innovation juridique en Afrique, lors de l'Africa Legal Innovations Award. Elle a écrit pour un large éventail de projets de recherche, de revues et de publications médiatiques, notamment en participant à des débats médiatiques sur les initiatives et les politiques gouvernementales liées à la cybersécurité, à l'état de droit dans le cyberspace et, plus généralement, à la gouvernance des technologies numériques.

Dr. Willene A. Johnson est consultante et conseille les institutions, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sur les questions liées à la finance et au développement. Ses missions actuelles portent sur la consolidation de la paix et le renforcement des capacités dans les secteurs de la sécurité des pays africains. À cette fin, elle anime des ateliers pour les praticiens engagés dans la planification stratégique et la budgétisation, ainsi que dans le maintien de la paix et la reconstruction économique. Dr. Johnson était auparavant directrice exécutive américaine de la Banque africaine de développement, membre du Comité des Nations unies pour la politique de développement, coprésidente du Comité régional africain de la Fondation Grameen et présidente du Comité consultatif pour l'Afrique subsaharienne de la Banque américaine d'import-export. Le travail de Dr. Johnson sur l'Afrique bénéficie de son expérience globale de l'économie et de la finance, acquise pendant vingt ans au sein du système de la Réserve fédérale, où elle a assumé des responsabilités de recherche et opérationnelles dans le domaine des devises et des marchés financiers internationaux. Dr. Johnson a été professeur auxiliaire à l'Institut américain pour la paix et aux universités de Columbia et de Cornell et a récemment siégé au conseil d'administration de l'université de Tuskegee. Elle est titulaire de diplômes en sciences sociales (Radcliffe College, Université de Harvard) et en histoire africaine (Université de St. John's) ainsi que d'un doctorat en économie du développement (Université de Columbia). En reconnaissance de son expertise en matière de gouvernance et d'administration publique, Dr. Johnson a récemment été élue membre de la National Academy of Public Administration.

Mme Nirina Kiplagat a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la transformation des conflits et de la consolidation de la paix, depuis la politique jusqu'aux engagements au niveau communautaire. Elle travaille actuellement au Centre de service régional du PNUD pour l'Afrique en tant que conseillère régionale en matière de consolidation de la paix. Mme Kiplagat a précédemment travaillé au PNUD Tanzanie, au Bureau de soutien aux politiques et aux programmes du PNUD, au Bureau de prévention des crises et de relèvement et au PNUD Kenya. Elle a travaillé sur une série de questions, notamment la prévention et la réponse à l'extrémisme violent, l'analyse des conflits, la sensibilité aux conflits, les élections, le rétablissement de la violence post-électorale, les infrastructures pour la paix, la jeunesse et la consolidation de la paix, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que sur des projets transfrontaliers, entre autres questions. Avant de rejoindre le PNUD, Mme Kiplagat a travaillé dans plusieurs organisations de renommée internationale et régionale spécialisées dans l'analyse des conflits, la prévention et la consolidation de la paix, notamment le Centre Carter, Project Ploughshares, Nairobi Peace Initiative-Africa et la Communauté des conseils chrétiens et des églises des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique (FECCLAHA). Nirina est titulaire d'une maîtrise en analyse et résolution des conflits et a publié plusieurs articles sur des questions thématiques liées à la transformation des conflits et à la consolidation de la paix.

Dr. Luka Biong Deng Kuol est consultant indépendant et professeur adjoint distingué d'études sur la sécurité africaine au Centre d'études stratégiques de l'Afrique de la National Defense University à Washington. Ses domaines d'expertise comprennent les liens entre le développement, la sécurité et la gouvernance, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de sécurité nationale en Afrique, la gestion des ressources de sécurité en Afrique, les transitions post-conflit, la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, les moyens de subsistance, la vulnérabilité et la sécurité alimentaire et les liens entre l'humanitaire et le développement.

Le Dr Kuol est également membre de l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO), membre du Rift Valley Institute et professeur associé d'économie (en congé) à l'université de Juba, au Sud-Soudan. Il est membre du Conseil consultatif du secteur de la sécurité des Nations unies, membre du Réseau africain du secteur de la sécurité et membre fondateur de la South Sudan Studies Association. Il fait également partie du comité de rédaction du *Disasters Journal*, publié par l'Overseas Development Institute du Royaume-Uni.

Il a été le doyen de la faculté et des affaires académiques du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En outre, il a dirigé le corps enseignant de trois programmes universitaires : Développement et mise en œuvre de la stratégie de sécurité nationale en Afrique, Gestion des ressources de sécurité en Afrique, et Nouveaux leaders du secteur de la sécurité en Afrique. Avant de rejoindre le CESA, le Dr Kuol a été directeur de l'Institut d'études sur la paix, le développement et la sécurité à l'Université de Juba, au Sud-Soudan. Il a également été membre du corps enseignant de la faculté d'économie et de développement rural de l'université de Gezira au Soudan. Il a été chercheur résident à la Harvard Kennedy School et chercheur invité à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles du gouvernement du Sud-Soudan et ministre national des affaires du cabinet de la République du Soudan. Il a également travaillé en tant qu'économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan. Il est le fondateur du New Sudan Center for Statistics and Evaluation, devenu le South Sudan Bureau of Statistics.

Il a publié des articles scientifiques dans un grand nombre de revues internationales prestigieuses et a contribué à la rédaction de nombreux chapitres dans divers ouvrages. Il a également été réviseur pour plus de quinze revues renommées évaluées par des pairs. Il est l'auteur principal de l'ouvrage *National Security Strategy Development in Africa : Toolkit for Drafting and Consultation* publié par le CESA. Il est coéditeur d'un livre intitulé « *The Struggle for South Sudan : Challenges of Security and State Formation* », coéditeur d'un livre intitulé « *Abyei : Between Two Sudan* » et auteur de deux livres intitulés « *Confronting Civil War : Vulnerability and Resilience in South Sudan and Sudan* » et « *Why Does Famine Persist in Africa ?* »

Il est titulaire d'une licence en sciences de la faculté d'économie et d'études sociales de l'université de Khartoum, au Soudan, d'une maîtrise en économie et d'un master en administration des affaires de l'université catholique de Louvain, en Belgique, et d'un doctorat de l'Institute of Development Studies (IDS) de l'université du Sussex, au Royaume-Uni.

Le général de brigade (professeur) Dan Kuwali sert dans les forces de défense du Malawi en tant que Commandant du Malawi National Defense College. Il était auparavant chef des services juridiques et juge-avocat général. Il est professeur extraordinaire de droit international et de relations internationales à l'université de Pretoria et professeur invité à l'université de Lund, en Suède, où il a également obtenu sa maîtrise et son doctorat en droit international. Il a été membre de la Harvard Kennedy School of Government et a été conseiller juridique auprès de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo. Il est actuellement membre et chercheur au United States Army War College en Pennsylvanie.

Il est l'actuel président du Comité national du droit international humanitaire du Malawi. Il a été plénipotentiaire pour la République du Malawi lors des négociations sur la Convention sur les armes à sous-munitions et le Traité sur le commerce des armes, où il a contribué de manière

significative à la rédaction de certaines des dispositions clés de ces instruments juridiques. Le professeur Kuwali a publié de nombreux ouvrages, dont plusieurs livres et des dizaines d'articles évalués par des pairs. Ses publications les plus récentes comprennent la bibliographie d'Oxford sur *The Use of Force for Protection of Human Rights in Africa* et *The Palgrave Handbook on Sustainable Peace and Security in Africa*.

Le colonel (retraité) Tim Mitchell est actuellement professeur adjoint à l'Institute for Defense Analyses et à l'Africa Center for Strategic Studies.

M. Mitchell a servi pendant trente ans dans l'armée en tant qu'officier d'infanterie et en tant qu'attaché militaire, en particulier en Afrique subsaharienne. Il a terminé sa carrière dans l'armée en 2017 en tant que professeur adjoint d'études de sécurité nationale au National War College à Washington, D.C. Tim est francophone et a huit ans d'expérience en tant que haut fonctionnaire de défense/attaché de défense des États-Unis (SDO/DATT) dans trois pays africains : Tchad, avec accréditation non-résidente en République centrafricaine, (2004-2007) ; Tanzanie (2007-2010) et plus récemment Libéria (2013-2015) où il a joué un rôle de premier plan dans les efforts internationaux visant à arrêter la propagation d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Le colonel (retraité) Mitchell a également occupé le poste de chef de la division de la coopération en matière de sécurité à l'armée américaine en Afrique, à Vicence, en Italie, où il était chargé de coordonner toutes les activités de coopération en matière de sécurité de l'armée américaine en Afrique.

M. Mitchell est titulaire d'une maîtrise en politique publique de l'université Duke et d'une maîtrise en études stratégiques de l'U.S. Army War College. Diplômé de West Point en 1987, il a également commandé une compagnie d'infanterie au Panama et a été instructeur au département des sciences sociales (1997-2000) à West Point avant de devenir un attaché.

Avant de prendre sa retraite en mars 2022, **le capitaine de vaisseau Loïc N. Moudouma** a passé trois ans en tant que chef adjoint de l'état-major de la marine gabonaise.

De 2017 à 2018, le capitaine Moudouma a travaillé à l'état-major interarmées en tant que directeur général adjoint des Forces armées gabonaises. À ce titre, il s'est occupé de la planification de la force conjointe, des questions relatives aux frontières maritimes, de l'exploitation minière illégale, du braconnage et de toutes les activités illégales en mer (sécurisation de l'économie bleue). De 2014 à 2017, il a été nommé directeur des opérations de la marine gabonaise et a lancé la mission ALBACORE Bob Baker (sécurisation et protection de l'économie bleue).

Auparavant, le capitaine Moudouma a travaillé à la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) en tant qu'expert en matière d'aspects maritimes. Ses contributions politiques incluent 1) la stratégie de sauvegarde des intérêts vitaux en mer pour les États du Golfe de Guinée de la CEEAC ; 2) le code de conduite du processus de Yaoundé ; et 3) la stratégie maritime intégrée du Gabon.

Actuellement, le Capitaine Moudouma travaille avec les opérations de normalisation de l'ONUDC pour lutter contre les crimes maritimes en mer ; il contribue à la mise en œuvre de la stratégie maritime intégrée du Gabon et organise les actions maritimes intégrées du golfe de Guinée pour les opérations de sûreté et de sécurité regroupant les marines locales et étrangères. Il est diplômé de l'U.S. Naval War College de Newport.

Le Lieutenant Général (retraité) Njuki Mwaniki, militaire de carrière, est actuellement président du Conseil du Service national de la jeunesse du Kenya. Il a mené une carrière militaire de près de 40 ans et a pris sa retraite en 2013. C'est un général d'infanterie passionné qui a occupé diverses fonctions de commandement et d'état-major, notamment en tant que commandant général et commandant de service de l'armée de terre, et commandant du Collège national de défense du Kenya. Il a également été président de la Commission militaire mixte de l'accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo (RDC) de 2001 à 2003 et médiateur en chef adjoint de l'accord de Nairobi pour la République centrafricaine en 2014. Parmi les médailles qu'il a reçues, citons le Moran du Cœur d'or, le Commandeur de la Lance brûlante et l'Ordre du Guerrier d'or, pour n'en citer que quelques-unes.

Le général est titulaire d'un Master of Arts (Distinction) en relations internationales, spécialisé dans la guerre dans le monde moderne, délivré par le King's College de Londres. Il a également étudié la stratégie au National Defence College (Kenya), à l'université de Nairobi (Institute of Diplomacy and International Studies), à la National Defence University (Chine), au Defence Staff College (Kenya), au Directing Staff Army Staff College (Camberley, Royaume-Uni) et a obtenu un certificat en théologie à la Harvard Divinity School. Le général est l'auteur de "Transformational Statecraft in Eastern Africa ; *King Jehoshaphat's Transformation Reign*", 2023. Le général est également l'auteur de plusieurs articles de journaux sur la sécurité.

Il est marié à Loice et ils ont trois enfants, Wanjiru, Mwaniki et Kendi. Outre sa carrière militaire, le général aime étudier la Bible.

Le Professeur Boubacar N'Diaye est titulaire d'un doctorat en sciences politiques (politique comparée, relations internationales et administration publique) de l'Université de l'Illinois du Nord, à DeKalb, aux États-Unis. Dr. N'Diaye est professeur émérite à l'Université de Wooster dans l'Ohio (États-Unis) où il a enseigné dans les départements de sciences politiques et d'études panafricaines. Il a également été consultant international dans les domaines de la gouvernance politique et sécuritaire, des relations civilo-militaires et du renforcement des capacités institutionnelles dans de nombreux pays africains. Il a ainsi contribué à la formation de centaines de parlementaires, d'officiers de haut rang et de dirigeants d'organisations de la société civile à travers le monde.

Le Professeur N'Diaye est un membre fondateur du Réseau africain du secteur de la sécurité (RASS) qu'il a présidé de 2012 à 2017. Il a dirigé ou fait partie de missions, de projets ou de programmes, a facilité ou participé à de nombreuses activités qui ont contribué à la réforme du secteur de la sécurité, à la construction de la paix et de l'État de droit dans de nombreux pays africains. Il a conseillé des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et est membre de plusieurs conseils consultatifs internationaux.

Le Professeur N'Diaye est l'auteur, le co-auteur ou le co-éditeur de nombreuses publications, dont : Le défi de l'institutionnalisation du contrôle civil (Lexington Books, 2001) ; Les colonels de Mauritanie : Leadership, relations civilo-militaires, et démocratisation (Routledge, 2017) ; La réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone (Lit, 2010) ; Élections en Afrique de l'Ouest, 1990-2009 (Africa World Press, 2011) ; Guide pour les parlementaires de la CEDEAO (DCAF, 2011) ; Pas encore la démocratie : le lent adieu de l'Afrique de l'Ouest à

l'autoritarisme (Carolina Academic Press, 2005) ; « L'Afrique francophone et la transformation du secteur de la sécurité : Plus Ça Change ... » (African Security Review, 2009) ; « On s'en sort toujours : La politique de défense et de sécurité de la France » (2014).

M. Camlus Ouma Omogo est le directeur du mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux conflits de l'IGAD (IGAD-CEWARN) depuis mai 2016. Il a rejoint IGAD-CEWARN en 2012, initialement en tant que premier responsable du suivi et de l'évaluation, au cours duquel il a élaboré et dirigé la mise en œuvre du premier cadre de suivi et d'évaluation du mécanisme et soutenu le développement du système global de suivi et d'évaluation de l'IGAD. Sous sa direction, IGAD-CEWARN a élargi l'orientation thématique et géographique de son système d'alerte précoce et de réponse aux conflits, permettant ainsi au mécanisme de soutenir la région avec une analyse stratégique des conflits nécessaire à une prise de décision efficace dans la période d'incertitude actuelle.

M. Omogo a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la paix et de la sécurité, notamment en tant que praticien et consultant en consolidation de la paix (formation, animation de dialogues de paix communautaires, animation d'ateliers de consolidation de la paix et de résolution de problèmes, planification stratégique, recherche et analyse, etc.) pour diverses organisations au Kenya et en Afrique de l'Est. Il a publié des chapitres sur la paix et la sécurité dans des livres édités. Il a participé à des formations professionnelles, des forums et des séminaires, notamment le séminaire des leaders émergents du secteur de la sécurité de du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique à Washington, DC, en octobre 2017. Il a contribué aux processus de contrôle des armes légères, notamment en tant que coordinateur du Réseau d'action kenyan sur les armes légères (KANSA), membre du conseil d'administration du Réseau d'action d'Afrique de l'Est sur les armes légères (EAANSA), membre du conseil consultatif du Réseau d'action international sur les armes légères (IANSA), ainsi que membre d'un comité qui a rédigé la politique nationale du Kenya sur la consolidation de la paix et la gestion des conflits et le plan d'action national du Kenya sur les armes légères. Il a participé à diverses réunions nationales, régionales et internationales sur le contrôle des armes légères, notamment en tant que membre de la délégation kenyane aux Nations unies (New York) lors des négociations du programme d'action des Nations unies sur les armes légères et de petit calibre (UNPOA) et du traité sur le commerce des armes qui a suivi.

Il est titulaire d'une maîtrise en études internationales sur la paix (Joan B. Kroc Institute for International Peace Studies, Université de Notre Dame, États-Unis) grâce à une bourse Fulbright. Il est également titulaire d'un diplôme d'études supérieures en planification et gestion de projets de l'Université catholique d'Afrique orientale (Nairobi, Kenya) et d'une licence en philosophie de l'Université Urbaniana (Rome).

Le général de brigade (retraite) Joyce Ng'wane Puta est la présidente actuelle de la Ligue des anciens militaires de Zambie. Elle donne des consultations sur la paix et les conflits, le VIH/sida et les questions de genre. Madame Puta anime des séminaires et des programmes au CESA depuis 2006. Madame Puta a pris sa retraite comme général de brigade de l'armée zambienne après 37 ans de service. Son dernier poste fut celui d'attachée militaire à Beijing, en Chine. En outre, elle fut détachée auprès de l'ONU et servit un total de 5 ans et 9 mois dans la MANUTO au Timor oriental et la MINUL au Liberia en tant que conseillère principale sur le VIH/sida. Madame Puta a également servi de coordinatrice VIH/sida dans les forces de défense zambiennes et de coordinatrice régionale VIH/sida pour la région d'Afrique orientale et australe

pendant 7 ans, lors du point culminant de l'épidémie. Elle est titulaire d'une maîtrise en études sur la paix et les conflits du Dag Hammarskjöld Institute for Peace and Conflicts et de l'Université Copperbelt, une maîtrise en santé publique de l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, un diplôme supérieur en gestion des systèmes de santé du Royal College of Nursing de Londres et un diplôme en gestion du VIH/sida de San José, en Californie. Elle a également achevé la formation au haut commandement de l'École d'état-major Kamwala à Lusaka.

Dr. Clionadh Raleigh est professeur de géographie politique et de conflits à l'université du Sussex et directrice exécutive du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project). Ses recherches se concentrent sur la dynamique des conflits et de la violence, les environnements politiques africains et les réseaux d'élite. Elle a reçu deux bourses du Conseil européen de la recherche (une « ERC starter » en 2011 et une « ERC consolidator » en 2016) pour poursuivre ses recherches. Raleigh a fondé ACLED en 2005 dans le cadre de son travail de doctorat, et c'est maintenant une ONG indépendante avec 200 employés qui collectent et analysent des informations sur la violence politique et les manifestations à travers le monde.

Dr. Danielle Resnick est actuellement la David M. Rubenstein Fellow dans le cadre du programme sur l'économie mondiale et le développement de la Brookings Institution. De 2013 à 2021, elle a été chargée de recherche principale à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), où elle a dirigé le portefeuille de recherche sur la gouvernance et l'économie politique de l'Institut. Ses principaux domaines d'intérêt comprennent la démocratisation, la décentralisation, la politique urbaine et l'informalité, avec une spécialisation régionale en Afrique subsaharienne. Elle a mené des analyses, des travaux sur le terrain et des actions de sensibilisation au Botswana, au Burkina Faso, au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, au Nigeria, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Soudan et en Zambie. Elle est co-éditrice de "Political Economy of Food System Transformation : Pathways to Progress in a Polarized World (Oxford University Press, à paraître)", co-éditrice de "Democratic Trajectories in Africa : Unravelling the Impact of Foreign Aid (Oxford University Press, 2014)", et auteur de "Urban Poverty and Party Populism in African Democracies (Cambridge University Press, 2014)". Ses recherches sur la politique africaine ont été publiées dans plusieurs revues à comité de lecture et dans des publications populaires, notamment Comparative Politics, Comparative Political Studies, Foreign Policy, Journal of Democracy et World Development. Elle est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration publique de l'université Cornell, d'un master en études du développement de la London School of Economics et d'une licence en économie politique internationale et en études africaines de l'école du service extérieur de l'université de Georgetown.

M. Robert Scott, membre de carrière du Service Extérieur Supérieur avec le rang de Ministre-conseiller, occupe actuellement le poste de secrétaire adjoint au Bureau des affaires africaines, en charge des affaires de paix et de sécurité et des affaires d'Afrique australe. Auparavant, il a été ambassadeur des États-Unis auprès de la République du Malawi de 2019 à 21. Il a également été secrétaire adjoint intérimaire pour l'Afrique de l'Ouest et les affaires économiques et régionales. Auparavant, il a été chef de mission adjoint au Zimbabwe et en Tanzanie, et directeur adjoint du bureau pour les affaires de l'Afrique de l'Ouest. Il a également effectué des missions à l'étranger, notamment en Ukraine, en Allemagne, en France et au Ghana, ainsi que des missions nationales sur le changement climatique et les questions de sécurité européenne.

M. Scott a rejoint le service extérieure en 1994. Il est titulaire d'une licence de l'université Lawrence et d'un master en relations internationales de l'université américaine.

Dr. Joseph Siegle dirige le programme de recherche du CESA, qui produit les séries *Africa Security Briefs*, *Documents de recherche*, *Rapports spéciaux*, *Eclairages* et *Infographics* du Centre, dans le but de générer des analyses pertinentes pour les politiques qui contribuent à relever les défis de la sécurité en Afrique. Les intérêts de recherche du Dr Siegle comprennent la compréhension du rôle de la gouvernance dans la promotion de la sécurité et du développement, les tendances en matière de sécurité en Afrique, la stabilisation des États fragiles, les transitions démocratiques et le renforcement des institutions de responsabilité démocratique. Il a écrit de nombreux articles pour des journaux et des revues politiques de premier plan et il analyse régulièrement les médias.

Avant de rejoindre le CESA, il était membre de Douglas Dillon au Council on Foreign Relations, chercheur principal au Center for International and Security Studies de l'Université du Maryland et conseiller principal pour la gouvernance démocratique à la DAI. Pendant plus de dix ans, il a occupé diverses fonctions sur le terrain dans toute l'Afrique, ainsi qu'en Asie et dans les Balkans, au sein de l'ONG internationale World Vision et en tant que volontaire du Peace Corps.

Le Dr Siegle est titulaire d'un doctorat en sécurité internationale et politique économique de l'école de politique publique de l'université du Maryland et d'une maîtrise en économie agricole, avec un accent sur la sécurité alimentaire en Afrique, de l'université d'État du Michigan.

Mme Susan Stigant est directrice des programmes pour l'Afrique à l'Institut américain de la paix (USIP), où elle dirige la programmation en Afrique de l'Est et dans la Corne, sur l'arène de la mer Rouge et avec l'Union africaine. Elle se concentre sur la conception et la mise en œuvre de réformes constitutionnelles inclusives et de processus de dialogue national.

Avant de rejoindre l'USIP, Mme Stigant a géré des programmes de développement constitutionnel, d'engagement des citoyens et d'observation des élections au sein du National Democratic Institute (NDI). De 2005 à 2011, elle a été directrice de programme pour le NDI au Sud-Soudan, où elle a soutenu la mise en œuvre de l'accord de paix global. Elle a également travaillé avec le Forum des fédérations sur le fédéralisme comparé et avec l'unité de recherche du Parlement provincial du Cap-Occidental en Afrique du Sud.

Dr. Nancy J. Walker, actuellement chargée de recherche en politique publique au sein du programme Afrique du Wilson Center, a été haut fonctionnaire du gouvernement américain, professeur invité occasionnel, organisatrice politique, bénévole au sein de la communauté, consultante auprès des Nations unies, conférencière invitée et mentor.

Au cours de sa carrière gouvernementale, Dr. Walker a été directeur fondateur du Centre d'études stratégiques pour l'Afrique (CESA), directeur du Bureau des affaires africaines et chef de la branche ONU du Bureau du maintien de la paix au ministère de la défense. Dr. Walker a été la première directrice du Centre Ansari pour l'Afrique du Conseil atlantique. Elle a enseigné la politique étrangère des États-Unis à l'Elliot School de l'université George Washington, la prise de décision en matière de sécurité nationale à l'université Bilkent (Ankara) et les études africaines à l'université d'Ankara, et a été invitée à donner des conférences aux États-Unis, en Europe et en Afrique. En 2013, le Dr Walker a créé Nancy's Wonderful Women pour offrir des opportunités de mentorat et de développement du leadership aux femmes de toutes générations et de tous

domaines professionnels. Pendant la pandémie de COVID, le Dr Walker a créé Nancy's Mentoring et a organisé des sessions de mentorat virtuel avec des individus et des petits groupes.

Elle est titulaire d'un doctorat en politique de l'Université d'Oxford et d'une licence des universités de Harvard et de Radcliffe. Elle a été boursière Bosch en Allemagne et a suivi le programme du Séminaire XXI du MIT sur la sécurité nationale. Nancy parle couramment l'allemand et le français, ainsi qu'un peu l'espagnol et le turc. Dr. Walker est membre du Council on Foreign Relations, du Women's Foreign Policy Group et de Women in International Security, entre autres. Dr. Walker est un membre actif du conseil consultatif du programme Afrique du Wilson Center et siège à d'autres conseils d'administration. En 1999, le gouvernement sénégalais a décerné à Dr. Walker l'Ordre du Lion en reconnaissance de sa contribution aux relations entre les États-Unis et l'Afrique.

Dr. Paul D. Williams est professeur d'affaires internationales et directeur associé du programme de maîtrise en études de politique de sécurité à l'université George Washington. Ses recherches portent sur la politique et l'efficacité des opérations de paix, la dynamique de la guerre et de la paix en Afrique, et les menaces émergentes en matière de sécurité internationale. Entre 2012 et 2019, le Dr Williams a été conseiller principal non résident à l'Institut international de la paix à New York. Il a également été chercheur invité au Woodrow Wilson Center for International Scholars, professeur invité à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité de l'université d'Addis-Abeba, en Éthiopie, et chercheur invité à l'université de Georgetown et à l'université du Queensland, en Australie. Le Dr Williams est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont [*Understanding Peacekeeping*](#) (Polity Press, 3e édition, 2021) ; [*Fighting for Peace in Somalia : A History and Analysis of the African Union Mission \(AMISOM\), 2007-2017*](#) (Oxford University Press, 2018) ; et [*War and Conflict in Africa*](#) (Polity Press, 2e édition, 2016).